

# Chronologie d'une lente ascension au service de la bourgeoisie

**Nous n'éprouvons aucune fascination pour l'arrivisme de Nicolas Sarkozy et ses «succès» obtenus à coups de trahisons, de bluff, de coups médiatiques et de mensonges éhontés. Sans compter son copinage avec la bande à Pasqua (responsable des milices gaullistes du SAC et des juteux réseaux de la FrançAfrique), les patrons des médias, les gérants des gros groupes industriels et des banques. Quant à sa «pensée», elle est indigente, faite de bric et de broc, d'emprunts incohérents et de phrases toutes faites dignes de l'Almanach Vermot. Néanmoins, dans le cadre d'un dossier consacré à ce sinistre personnage, il nous faut quand même offrir un minimum d'informations sur l'individu lui-même, données qui permettent de comprendre – en partie – son ascension politique.**

*Ni patrie ni frontières*

Contrairement à la légende tissée par d'innombrables journalistes complaisants, Sarkozy a bénéficié d'une enfance dorée, même si ses parents ont divorcé quand le pitchoune avait cinq ans. Ce qui est le cas de la moitié des familles aujourd'hui était un phénomène beaucoup moins fréquent dans les années 60 (Sarkozy est né en 1955) – et surtout au sein de la bourgeoisie catholique. Nicolas-le-Petit a d'abord habité au premier étage de l'hôtel particulier de son grand-père (chirurgien), dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement, avec jardin et domestiques à sa disposition, puis dans l'appartement acheté par sa mère avocate (elle a dû reprendre ses études pour faire bouillir la – grosse – marmite dorée et assurer son indépendance financière). Ses trois frères ont tous réussi des études supérieures et intégré la bourgeoisie, même si pendant leur vie d'étudiants ils ont dû faire des petits boulots pour avoir un peu d'argent de poche supplémentaire (le Petit Nicolas a bossé, entre autres, dans une pizzeria et chez un fleuriste).

Sarkozy a fait toute sa scolarité avant le bac dans le privé, dans un établissement fréquenté par des gens de la Haute, et il a ensuite étudié le droit des affaires (filière idéale pour les larbins du Capital) à Nanterre. Puis il a ouvert un cabinet d'avocats dans lequel il a travaillé sauf pendant les périodes où il était ministre. Cet aspect du personnage n'est pas secondaire: d'une part, son métier lui a permis de rencontrer le gratin du patronat français. D'autre part, contrairement à beaucoup d'autres politiciens, il n'a pas eu besoin de la politique pour se payer son caviar Belouga. Comme il le répète depuis des années: «Quand je veux, Martin [Bouygues] me donnera un job.» Le cynisme de ce m'as-tu-vu sans complexes est aussi sans limites...

Ce qui le singularise par rapport à d'autres politiciens bourgeois classiques, c'est qu'il n'a pas bénéficié d'un réseau ou d'un clan politico-familial (bien que son grand-père fût un gaulliste acharné) ou financier. Il a su profiter des liens tissés dans un établissement scolaire privé (le cours Saint-Louis-de Monceau, «le plus chic de Paris» selon sa maman), de ses études à la fac de droit (pépinière de réacs), de sa résidence à Neuilly, et même des lieux de villégiature choisis par sa mère (la Côte d'Azur et Pontailac).

Cela lui a permis, dès l'adolescence, de rencontrer (voire de tisser des liens d'amitié avec) plusieurs héritiers de grandes fortunes familiales. Le point commun à tous ces gens connus dans sa jeunesse ou plus tard: ils ne sont généralement pas issus de la bourgeoisie dite «méritocratique» d'Etat: ENA, Grandes Écoles. (Le seul «mérite» de ces gens-là, d'ailleurs, tient au fait que leurs parents sont à 90% des cadres, des enseignants et des professions libérales.) Les potes de Sarkozy sont plutôt des héritiers de grandes fortunes ou des «self-made-men» (on sait à quel point cette notion est trompeuse (1) mais cela permet de dessiner un profil à la hache): Lagardère, Decault, Bolloré, Pinault, Paul Desmarais, milliardaire canadien associé d'Albert Frère, principal actionnaire de Suez et Total, Serge Dassault et son fils Olivier Dassault, etc.

Sa lente ascension politique au sein du RPR, puis de l'UMP, lui a aussi permis de se lier avec des gestionnaires du grand capital comme Charles Milhaud (président de la Caisse nationale des Caisses d'épargne), René Carron (président du Crédit agricole), Michel Pébereau (président de BNP Paribas) ou Geoffroy Roux de Bézieux (président de Croissance plus, le petit frère du MEDEF).

Que du beau linge, quoi !

Face à des liens aussi étroits avec la grande bourgeoisie française, liens conquis à la force du poignet, les petites vanes sur son père aristocrate déchu dont la famille faisait marnier 2 000 paysans en Hongrie, avant la Seconde Guerre mondiale, relèvent des plaisanteries de chansonniers.

**Y.C.**

1. Un seul exemple, celui de Bernard Tapie. Il a toujours (et la gauche avec lui) prétendu qu'il était «parti de rien». Mais il ne s'est jamais vanté de la façon dont il avait trouvé ses premiers financiers dans des cercles de jeu, souvent illégaux, où il venait flamber son maigre salaire... Ce petit coup de pouce de gens qui avaient de l'argent plus ou moins douteux à blanchir, ou pour lesquels perdre 50 000 € au poker est une peccadille, explique le démarrage de ce sinistre individu. Après, on connaît l'histoire, et la façon dont il saura trouver des sources plus légales et «respectables» de financement pour ses magouilles et ses carambouilles.

**«Le bourgeois ne doit, apparemment, rien à sa profession, à ses fonctions, à ses possessions. Il ne se définit que par sa personne même, étant, semble-t-il, irréductible à tout déterminisme.»**

*Sociologie de la bourgeoisie* de Monique et Michel Pinson-Charlot.

# Les 7 étapes de la carrière du «Petit Démagogue»

Ce qui frappe dans l'ascension de Nicolas Sarkozy, c'est le parallélisme entre:

- d'un côté, son ascension dans l'appareil d'Etat: municipalité, Conseil régional, Conseil général, Parlement, ministères, présidence de la République;
- et, de l'autre, au sein l'appareil du RPR puis de l'UMP: trésorier d'une section locale, délégué aux Assises nationales, délégué des jeunes du RPR, membre du Comité central, superviseur des Fédérations, membre du Bureau politique, président du Parti.

## 1. L'ADHESION AU RPR

- 1974** Prend contact avec la permanence du RPR à Neuilly. Successivement colleur d'affiches, distributeur de tracts, trésorier (en piquant la place à son meilleur pote), chauffeur de salle (grâce à ses dons oratoires)
- 1975** Délégué des Hauts-de-Seine aux Assises nationales du RPR grâce à Pasqua
- 1976** Co-organise une réunion de 25 000 jeunes porte Maillot
- 1977** Membre du comité central du RPR (on remarquera que le Petit Nicolas a vite fait partie du Parlement dirigeant du parti gaulliste)

## 2. L'ENTREE DANS L'APPAREIL MUNICIPAL ET LA MONTEE DANS L'APPAREIL DU RPR

- 1977 - 1983** Conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine
- 1978-1979** Planqué à l'état-major de l'armée de l'air pendant son service militaire grâce à ses contacts au RPR (cela ne l'empêche pas d'affirmer que, dans la vie, personne ne l'a jamais aidé !). Délégué national des jeunes du RPR
- 1981** Président du Comité national des jeunes, en soutien à Jacques Chirac
- 1983** Septième maire adjoint alors que ses copains sont déjà maires (Balkany le ripou à Levallois-Perret, et Devedjian l'ultraréac à Antony)

## 3. MAIRE DE NEUILLY - ASCENSION DANS LES HAUTS-DE-SEINE ET AU RPR

- 1983 - 2002** Maire de Neuilly (60 000 habitants)
- 1983 - 1988** Conseiller régional d'Île-de-France; conseiller général du canton de Neuilly; vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, chargé de l'enseignement de la culture;
- 1988** Secrétaire général adjoint du RPR, chargé de la Jeunesse et de la Formation
- 1989** Co-directeur de la liste d'union pour les élections européennes
- 1992-1993** Secrétaire général-adjoint du RPR, chargé des Fédérations (un poste fondamental pour connaître personnellement tous les cadres du Parti, les maires et les députés)
- Depuis 1993** Membre du bureau politique du RPR

## 4. MINISTRE ET DEPUTE

- Mars 1993 - mai 1995** Ministre du Budget, porte-parole du gouvernement, et, à titre provisoire, ministre de la Communication (gouvernement Balladur)

## 5. PETITE «TRAVERSEE DU DESERT» TOUT EN GARDANT SES MANDATS DE DEPUTE ET DE MAIRE

Traité de «traître» de «nabot» et de «salaud» aux réunions du RPR suite à son soutien à Balladur contre Chirac, il revient à son cabinet d'avocats, qu'il avait «abandonné» (il téléphonait quand même tous les jours et suivait les dossiers) pendant ses deux années de ministre. Ecrit *Libre*

- 1995-1997** Porte-parole du RPR
- 1998-1999** Secrétaire général du RPR. Député des Hauts-de-Seine (6<sup>e</sup> circonscription) depuis 1993, réélu à toutes les élections jusqu'en 2002.
- 1999** Président du RPR par intérim
- Juin 1999:** Tête de la liste RPR-DL pour les élections européennes. Ce parfait cumulard était, à ce moment-là, maire de Neuilly, député des Hauts-de-Seine et député européen. Il démissionne de son mandat européen qu'il refile à son copain de toujours Brice Hortefeux, un fils de pauvre... banquier
- 2000** Élu président du Comité départemental du RPR des Hauts-de-Seine

## 6. MINISTRE de l'INTERIEUR

- mai 2002 - mars 2004** Ministre de l'Intérieur, dans les premier et deuxième gouvernements Raffarin
- mars - novembre 2004** Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie dans le troisième gouvernement Raffarin
- mai 2005 - mars 2007** Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Villepin
- 2004 - 2007** Président du Conseil général des Hauts-de-Seine; conseiller général du canton de Neuilly-sur-Seine-Nord

## 7. PRESIDENT DE L'UMP

## PUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**novembre 2004 -mai 2007** Président de l'UMP car Juppé est condamné pour l'affaire des emplois fictifs à la Mairie de Paris. Parution de *Ensemble*

**6 mai 2007** Elu président de la République avec 53,06% des voix face à Ségolène Royal

# Sarko-Neige et les Sept Milliardaires

Le président de la République compte parmi ses amis et relations proches:

1) Bernard Arnault (Groupe LVMH).

59 840 employés. La septième personnalité la plus riche du monde selon le magazine *Forbes*, et la plus riche de France (17 milliards d'euros). **Activités:** industrie du luxe, 60 sociétés dont des marques prestigieuses (Dior, Vuitton, Moët et Chandon, Hennessy) dans des secteurs comme les montres, les alcools, les bijoux, la haute couture, les accessoires de mode, les grands magasins (Samaritaine, Bon Marché) et les parfums. Ses activités sont particulièrement prospères grâce à l'apparition de nouveaux marchés en Chine, en Inde et en Russie. **Médias:** *La Tribune, Investir, Radio Classique*.

2) Serge Dassault.

62<sup>e</sup> personne la plus riche du monde selon le magazine *Forbes*, et 4<sup>e</sup> fortune de France (6,63 milliards d'euros). **Activités:** aéronautique civile et militaire. Dassault Aviation (11 000 salariés), Dassault Système et Dassault Falcon Jet; automobile (Société de Véhicules électriques, SVE) et immobilier de bureaux et résidentiel. **Médias:** *Journal des finances, Valeurs actuelles, Le Figaro, L'Express, Le Progrès de Lyon, La Voix du Nord*.

3) François-Henri Pinault du groupe Pinault-Printemps-La Redoute.

Salaires 2005: 0,937 million d'euros + un «petit» supplément de 50 000 stock-options 2015 à 78,01 €; soit 5,4 millions d'euros.

Fortune évaluée à 6,36 milliards d'euros. 34<sup>e</sup> parmi les personnes les plus riches du monde. **Activités:** distribution, vente par correspondance. **Médias:** *Le Point, Historia, La Recherche*.

4) Jean-Claude Decault.

Fortune évaluée à 3,38 milliards d'euros. 8 100 salariés. Deuxième société au monde pour la publicité en extérieur. Atribus, sanitaires à entretien automatique, vélos en libre service, récupérateurs de verre, etc. Présent dans 1 700 villes et 41 pays. A su négocier avec le grand «socialiste» Delanoë un contrat juteux pour ses «vélib», contrat pénalisant tous les habitants de la banlieue parisienne, puisqu'il le place en situation de monopole pour négocier avec les maires de banlieue qui souhaiteraient copier l'expérience des «vélib».

5) Martin Bouygues. Salaire 2005: 2,426 millions d'euros

Fortune évaluée à 2,74 milliards d'euros. 106 545 employés dans le bâtiment et 10 900 dans la communication. Bâtiment et travaux publics (Bouygues Construction et Colas pour les routes), électricité, télécommunications (Bouygues Telecom) et TF1.

6) Vincent Bolloré.

Fortune évaluée à 2,15 milliards d'euros. Il occupe la 458<sup>e</sup> place parmi les personnes les plus riches du monde. 32 808 «collaborateurs» (*sic* !) dans le monde. Particulièrement actif au service de l'impérialisme français en Afrique, notamment au Sénégal et au Gabon. **Activités:** «films plastiques pour condensateurs et emballages, papiers minces, transport Afrique (commission de transport et manutention portuaire, lignes maritimes, chemins de fer) et logistique internationale, distribution d'énergie, terminaux et systèmes spécialisés. Investissements dans le secteur de la communication» et des médias (*Matin Plus* en partenariat avec *Le Monde*).

7) Arnaud Lagardère (Groupe Hachette-Matra-Lagardère).

**Salaires 2005:** 2,095 millions d'euros. **Activités:** l'édition, la presse, la distribution et la défense (EADS\*, 15% des actions). 50000 salariés. Présent dans 40 pays. **Médias:** Europe 1, Europe 2, RFM, Tiji, Canal J, Filles TV, MCM, Mezzo, Virgin Megastore, participations dans Canal Plus, Arte, et Editis (ex Vivendi), *Paris Match, le Journal du dimanche, Elle, Public, Psychologies, Télé 7 jours, Le Monde, Le Point, Entrevue*. À l'échelle mondiale: 260 magazines et un milliard d'exemplaires vendus par an.

**Livres:** troisième position dans le monde pour l'édition

**Services de distribution:** 3 800 postes de vente dans 19 pays (cartes de téléphone, nourriture et boissons, alcools, parfums, cosmétiques, disques, vidéos, livres, cigarettes et journaux)

**Sport:** leader mondial dans l'achat des droits de retransmission des matches de football à la télévision (250 clubs) et dans le marketing des équipes (32 clubs)

**Ces sept potes milliardaires du Président font tous partie des 17 plus grandes fortunes de France.**

## **Y.C.**

- EADS résulte de la fusion en juillet 2000 entre trois groupes européens: français (Aérospatiale Matra), allemand (DASA, soit Daimler Chrysler Aerospace AG à l'exclusion de MTU Triebwerke) et espagnol (CASA, Construcciones Aeronauticas SA).